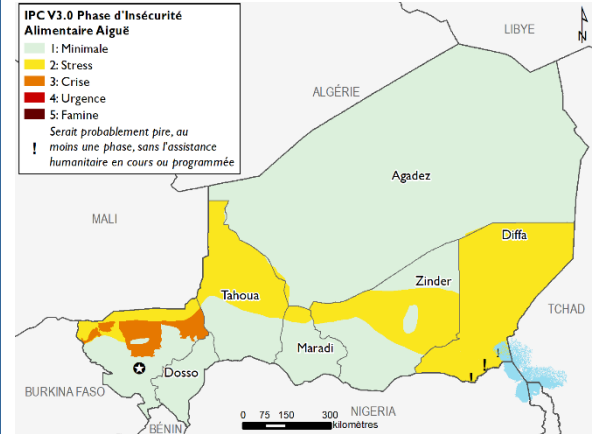


*L'insécurité alimentaire persiste en Crise (Phase 3 IPC) due à une crise sécuritaire grandissante.*

**MESSAGES CLÉS**

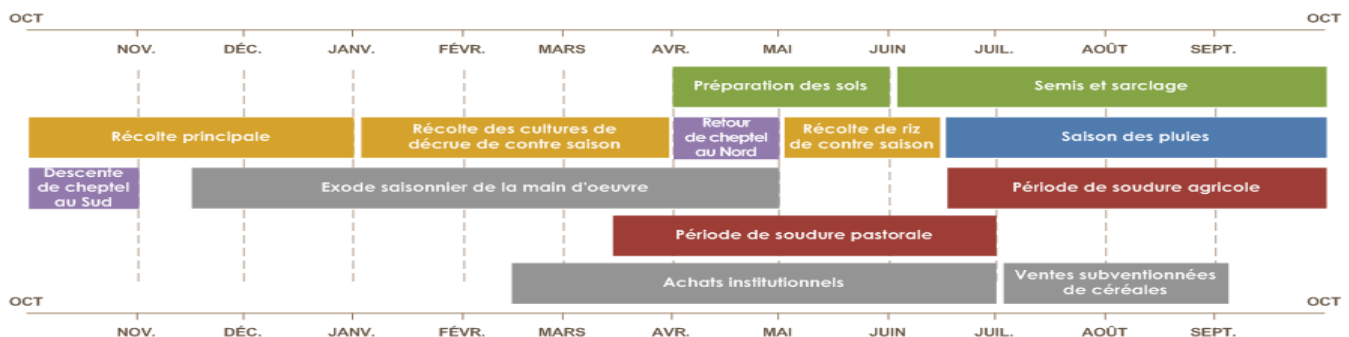
- L'ampleur des déplacements de populations s'est accrue suite une situation sécuritaire qui s'est significativement dégradée depuis le début de cette année. Plus de 11 000 personnes représentent les nouveaux déplacés internes estimés dans les régions de Tillabéry, Tahoua, Diffa et Maradi en janvier-février 2020.
- Les effets des aléas climatiques ont provoqué des déficits agricoles dans certaines zones. Cependant la bonne production de cultures de rente (arachide, sésame et niébé) et les produits horticoles en cours constituent de bonnes opportunités de revenus et de nourriture renforçant l'accès alimentaire pour la majorité des ménages agricoles et agropastoraux.
- Le fonctionnement des marchés se caractérise par une offre de produits suffisante pour une demande faible qui est constituée principalement par les achats des consommateurs locaux et des éleveurs. Les prix ont entamé une hausse modérée surtout pour les produits importants (maïs et sorgho) à cause des perturbations des flux consécutives à la fermeture de la frontière et de l'insécurité aux frontières.
- Dans plusieurs zones pastorales, les disponibilités se limitent à de faibles pâturages insuffisants pour l'alimentation du bétail. Les dépenses pour les aliments pour bétail en plus des dépenses alimentaires des ménages vont occasionner des ventes plus que d'habitude d'animaux. Pour les ménages pauvres, la consommation alimentaire sera assurée mais aux dépens d'une pression forte sur les moyens d'existence et une insécurité alimentaire en Stress (Phase 2 de l'IPC) va s'installer progressivement dans la zone en mars jusqu'au moins en juillet 2020.
- L'insécurité alimentaire aiguë est globalement Minimale (Phase 1 de l'IPC) avec toutefois, un niveau plus élevé de Crise (Phase 3 de l'IPC) observée dans les zones Nord de la région de Tillabéry et dans la région de Diffa où l'assistance alimentaire permet de le maintenir en Stress ! (Phase 2 ! de l'IPC).

Carte des résultats actuels de la sécurité alimentaire, février 2020



Cette carte représente les résultats actuels de l'insécurité alimentaire aiguë pertinents pour la prise de décision urgente, sans représenter le niveau de l'insécurité alimentaire chronique. Pour en savoir plus, cliquez [ici](#).

**CALENDRIER SAISONNIER POUR UNE ANNÉE TYPIQUE**



Source: FEWS NET

## CONTEXTE NATIONAL

### Situation actuelle

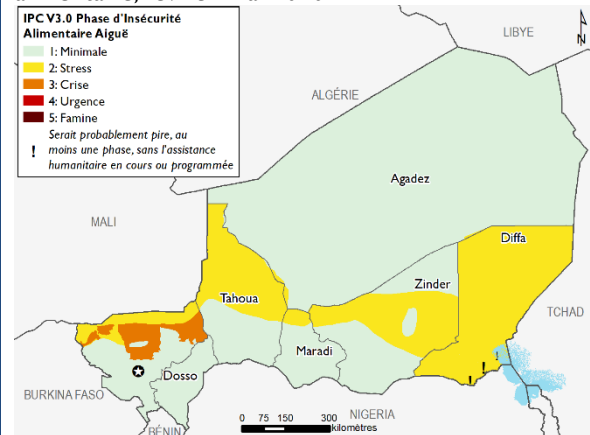
Les chocs sécuritaires continuent d'être les facteurs de risque les plus importants du début de cette année. Les incidents sécuritaires ont connu une augmentation sans précédent dans les régions de Tillabéry, Diffa, Tahoua et Maradi et ont amplifié les mouvements de populations à l'intérieur du pays et sur les frontières avec le Nigeria, le Mali et le Burkina Faso.

Les flux de mouvements de populations ont été plus observés dans le mois de janvier 2020 qui a enregistré, selon OCHA, plus 11 000 personnes déplacées. Les plus grands flux des déplacements sont enregistrés dans la région de Tillabéry ou les nouveaux déplacés internes enregistrés en janvier et février 2020, représentent 6 personnes sur 11 personnes déplacées. Ces personnes déplacées sont accueillies dans des familles d'accueil dans les régions de Tillabéry, Maradi et Tahoua et viennent s'ajouter aux anciens déplacés estimés à plus de 250 000 personnes dont la majorité habitent dans des ménages hôtes.

La situation des marchés se caractérise par un équilibre entre l'offre et la demande de céréales, sauf dans les régions de Tillabéry, Diffa et Tahoua où les approvisionnements sont très faibles suite à l'insécurité et au conflit limitant les flux ou conduisant à la fermeture de plusieurs marchés. L'offre est constituée aussi bien de céréales que de produits de rente en majorité provenant de la production locale, sauf pour le maïs et le sorgho dont l'offre sur les marchés est entre 80 et 100 pour cent en provenance des pays comme le Nigeria pour le sorgho et le Benin et le Burkina Faso pour le maïs. La demande locale est moyenne à la faveur de la présence des stocks paysans et de la reconstitution des stocks par les ménages éleveurs. La demande commerciale est aussi faible suite aux incertitudes concernant la tendance que va prendre la demande surtout en lien avec la dégradation continue de la situation sécuritaire dans la sous-région du lac Tchad et dans le Liptako Gourma. Les prix des céréales sont dans une tendance à la hausse par rapport aux moyennes saisonnières et même par rapport à l'année passée, surtout pour les produits importés dont les importations se font dans des circuits très longs à cause de la fermeture de la frontière du Nigeria et de l'insécurité qui créent des coûts de transactions très élevés qui sont transférés sur les prix à la consommation, contribuant à augmenter les prix sur les marchés.

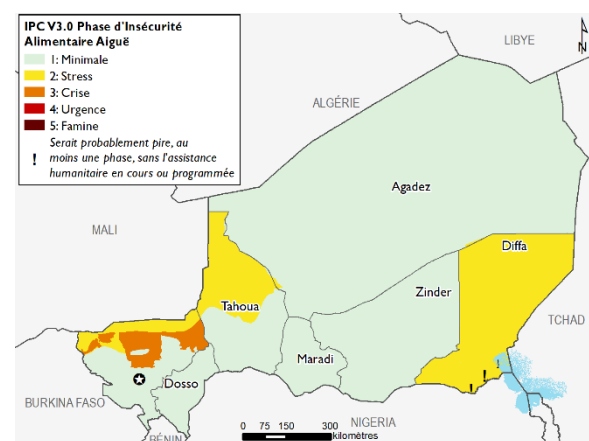
Sur les marchés de bétail, les présentations des animaux ont fortement augmenté à la faveur de la descente précoce des éleveurs transhumants dans la zone agricole et agropastorale et qui pratiquent le déstockage stratégique suite au déficit fourrager. L'augmentation des présentations peut aussi s'expliquer par les offres des transhumants d'autres pays, du Tchad et du Cameroun surtout, sur les marchés situés dans les régions de Zinder et Maradi considérés plus en sécurité. Toutefois, l'offre a fortement diminué sur les marchés situés dans les régions de Tillabéry et de Diffa, compte tenu des problèmes sécuritaires. La demande d'animaux sur les marchés est moyenne car en plus de la demande locale de consommation et pour l'embouche, la demande à l'exportation se fait comme habituellement malgré la fermeture de la frontière du Nigeria. Ces conditions favorables de la demande et le bon état d'embonpoint des animaux contribuent à maintenir les prix en hausse par rapport à l'année passée et à la moyenne des cinq dernières années.

Carte des résultats estimés plus probables de la sécurité alimentaire, février-mai 2020



Source: FEWS NET

Carte des résultats estimés plus probables de la sécurité alimentaire, juin-septembre 2020

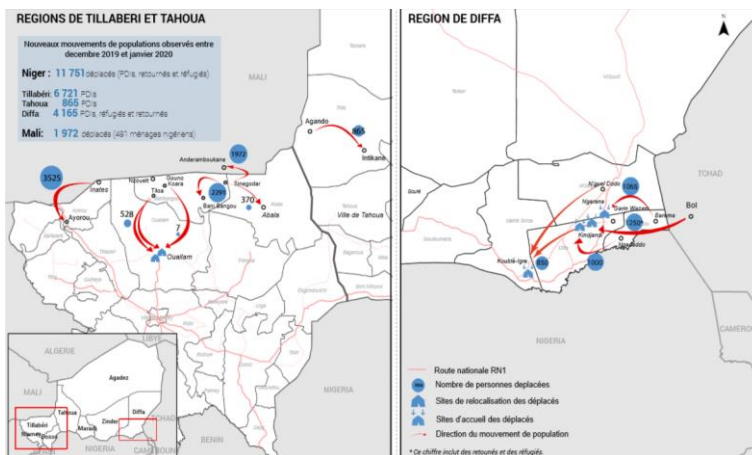


Source: FEWS NET

Cette carte représente les résultats actuels de l'insécurité alimentaire aigue pertinents pour la prise de décision urgente, sans représenter le niveau de l'insécurité alimentaire chronique. Pour en savoir plus, cliquez [ici](#).

La disponibilité alimentaire est constituée par les céréales produites pendant la campagne agricole passée et des stocks de report des producteurs. Cette disponibilité est moyenne par rapport aux besoins de consommation humaine sauf dans certaines dont les productions sont détruites par les inondations et dans d'autres où les superficies emblavées sont réduites suite à l'insécurité réduisant l'accès aux champs de cultures. Ces disponibilités sont renforcées par les produits issus de la campagne de cultures irriguées de légumes qui bénéficient d'une bonne disponibilité en eau pour l'irrigation et des appuis obtenus des partenaires. Ces cultures horticoles qui sont aux stades de maturité/récolte dans tous les bassins de production avec des productions espérées moyennes, offrent de grandes opportunités de diversification de la consommation alimentaire et constituent de sources de revenus pour les ménages pauvres vendant leur main d'œuvre agricole.

**Figure 1:** Mouvements de populations récents dans les régions de Tillabéry, Tahoua, et Diffa



Source : OCHA

La production de cultures de rente en 2019/2020 est estimée bonne et permet aux producteurs de gagner des revenus agricoles sans des ponctions sur les produits vivriers, surtout que les exportations de cultures de rente vers le Nigeria, le Ghana, la Côte d'Ivoire et le Togo restent dans la tendance normale sauf pour le niébé dont l'exportation vers le Nigeria enregistre un recul persistant depuis la chute de la valeur du naira. Les prix de vente se situent à des niveaux inférieurs à leur moyenne saisonnière pour le niébé surtout dans les zones de forte production de Zinder et Maradi. Les productions du sésame et de l'arachide sont bonnes à la faveur des augmentations des superficies et de l'utilisation de semences améliorées et les prix gagnés par les producteurs sur les marchés sont bons grâce à la forte demande à l'exportation.

Avec le déficit fourrager estimé à plus de 11 millions de tonnes de matières sèches, le pâturage actuellement disponible pour les animaux est très faible dans les zones pastorales, mais les achats de compléments alimentaires contribuent à maintenir l'embonpoint des animaux et leur valeur marchande à un niveau favorable. Toutefois, les animaux séjournant dans la zone pastorale n'arrivent pas à trouver suffisamment de pâturage et leur entretien engendre des charges financières supplémentaires sur les dépenses des ménages.

À la faveur des moyens d'existence constitués par la propre production de céréales et de produits horticoles les ménages agricoles et agropastoraux ont globalement un accès suffisant aux aliments et aux revenus.

Les conditions alimentaires et de revenus sont aussi globalement favorables à une situation nutritionnelle comparable à la tendance saisonnière. Cependant dans les zones de conflit ou la destruction ou l'inaccessibilité des infrastructures sanitaires, la baisse des productions agricoles et les pertes des moyens d'existence peuvent se traduire par une dégradation de la situation nutritionnelle des enfants de moins de 5 ans.

Ainsi, la majorité des ménages dans les zones agricoles et agropastorales sont en situation d'insécurité alimentaire Minimale (Phase 1 IPC) grâce aux ressources alimentaires constituées par la production céréalière et horticoles qui permettent un accès aux aliments suffisants pour couvrir leurs besoins de consommation sans recourir à des stratégies inhabituelles. La bonne production de produits de rente permet de disposer de revenus tirés de la vente des produits de rente et de couvrir les besoins de dépenses non alimentaires essentielles.

Les ménages éleveurs nomades restant dans la zone pastorale font face à une situation d'insécurité alimentaire en Stress (Phase 2 IPC) car suite à la hausse des prix des produits de consommation, la perte d'embonpoint des animaux exige de vendre plus d'animaux que d'habitude pour assurer les dépenses alimentaires et non alimentaires essentielles.

Dans le sud de la région de Maradi, une minorité de ménages constitués de réfugiés et de ménages hôtes pauvres arrive à couvrir leurs besoins alimentaires grâce à l'assistance alimentaire fournie dans le cadre des mécanismes de réponse rapide en cours par le PAM et des ONGs.

Dans la région de Diffa, une insécurité alimentaire en Stress (Phase 2 de l'IPC) affecte la majorité des ménages des zones agricoles et agropastorales suite à une mauvaise production agricole et pastorale consécutive aux déficit pluviométriques et aux inondations avec toutefois des actions de filets sociaux du gouvernement en cours au bénéfice des populations affectées. Dans les zones de moyens d'existence de poivron et riz de la Komadougou, de pêche et de culture de décrue du Lac Tchad, c'est une insécurité alimentaire en Stress ! (Phase 2 de l'IPC) qui prévaut à cause du conflit et des inondations qui ont détruit les sources de nourriture et de revenus des ménages qui, malgré l'assistance alimentaire humanitaire reçue et couvrant les besoins, sont incapables de faire de dépenses non alimentaires.

L'insécurité alimentaire reste en Crise (Phase 3 de l'IPC) dans les zones de moyens d'existence agropastorale de la région de Tillabéry à cause de l'insécurité qui empêche les populations de faire les activités habituelles de moyens d'existence et d'accéder aux revenus et à la nourriture. Dans la partie pastorale de cette région, l'insécurité alimentaire se situe au niveau Stress (Phase 2 IPC), les populations ont perdu une bonne partie des moyens d'existences constitués par le capital bétail suite aux attaques, pillages et les ventes excessives pour faire face aux besoins alimentaires.

### *Suppositions*

Les scénarios les plus probables de la sécurité alimentaire de février à septembre 2020 se basent sur des suppositions fondamentales par rapport à l'évolution du contexte national, qui sont :

**Perspective de la saison agropastorale :** La campagne agricole et pastorale pourrait démarrer à la date d'installation normale avec des cumuls des précipitations normaux et localement excédentaires pouvant occasionner des inondations avec pertes de moyens d'existence.

**Disponibilité alimentaire :** La disponibilité de denrées de base dans les ménages et sur les marchés devrait évoluer suivant la tendance saisonnière normale caractérisée par un accès et un approvisionnement suffisant entre février et avril avec les contributions alimentaires et financières des produits horticoles et une baisse normale au fur et à mesure que l'on approche la période de soudure en juin.

**Les sources de revenus :** Les produits de rente (niébé, arachide, sésame, souchet et voandzou) dont la production est estimée moyenne globalement vont permettre de gagner des revenus monétaires en février-mars. Les produits horticoles vont contribuer aux ressources des ménages entre février et avril 2020. Les ménages pauvres vont aussi bénéficier de revenus moyens à supérieurs à la moyenne issus des travaux de récoltes pour les cultures de décrue et de contre saison qui seront abondants jusqu'en avril 2020 grâce au bon niveau de recharge de la nappe phréatique favorisé par les fortes pluies enregistrées. Les autres sources de revenus telles que le petit commerce, l'artisanat, la vente de paille et de bois vont constituer des sources de revenus. Toutefois, les montants qui seront gagnés seront inférieurs à la moyenne compte tenu du nombre de personnes et de l'offre plus élevée car les personnes déplacées et celles à déficit agricole et fourrager vont en majorité s'engager dans ces activités de survie.

**Migration :** Avec les crises sécuritaires persistantes au Nigéria, au Mali et en Lybie les départs en migration vont diminuer ou seront de courte durée et les transferts d'argent vont rester faibles et inférieurs à la moyenne saisonnière.

**Perspectives pastorales :** La production fourragère est significativement déficitaire et vient s'ajouter à 3 à 4 années de baisse de production et disponibilités fourragères. Cela va entraîner une soudure pastorale globalement précoce en mars et plus longue que la normale, ce qui va se traduire par des conditions pastorales défavorables. Cette situation va conduire à une détérioration de l'embonpoint des animaux et de leur valeur marchande et une baisse de la production de lait et donc des revenus en zone pastorale. Pour faire face aux dépenses alimentaires et non alimentaires et suite à la baisse des prix des animaux et la hausse de ceux des produits de consommation, les ménages vont vendre plus d'animaux que d'habitude et cela va réduire la taille des troupeaux entre avril et juillet. Toutefois, il est attendu un appui du gouvernement en aliments pour bétail qui sera cédé sous forme de vente à prix modéré permettant de réduire un peu l'incidence du déficit fourrager en avril-mai-juin.

**Les achats institutionnels :** La situation alimentaire dominée par une urgence humanitaire suppose des achats importants par les acteurs humanitaires pour faire face aux besoins d'intervention en augmentation suite aux crises sécuritaires et aux déplacements forcés de populations. Aussi, ces achats importants pourraient soutenir la hausse des prix mais dans les normes saisonnières entre février et mars/avril 2020 et limiter l'accès pour les ménages pauvres déficitaires.

**Les actions humanitaires :** Les partenaires humanitaires et le gouvernement ont élaboré les plans de réponse pour la période de février-septembre 2020 qui ciblent 1 444 905 personnes en période hors soudure et 1 932 539 personnes pendant la période de soudure. Les modalités de réponse comprennent les opérations de distribution gratuite de vivres ou d'argent et de non-vivres ainsi que la prise en charge de la malnutrition aiguë à travers les activités de prévention et de blanket feeding. Ces réponses vont couvrir les populations estimées dans le besoin mais les mesures sécuritaires et les attaques terroristes imposent des restrictions de déplacement qui rendent l'accès difficile aux populations des zones affectées par les conflits.

**Demande sur les marchés :** Elle sera constituée de celle des commerçants et des institutions auxquelles s'ajoute celle des ménages déficitaires et des éleveurs en février- mars et avril-mai et elle sera située à un niveau moyen pour la demande locale et des commerçants compte tenu de la bonne production qui ne va pas inciter les commerçants à faire des stocks au-dessus du niveau habituel. Mais elle va se situer à un niveau plus élevé pour les institutions suite aux besoins humanitaires en hausse consécutivement aux urgences humanitaires dans plusieurs zones du pays.

**Flux des produits :** Les flux transfrontaliers en provenance du marché régional (Benin, Togo, Ghana, Côte d'Ivoire) vont se poursuivre normalement et approvisionner les marchés locaux du Niger. Toutefois, les flux en provenance du Nigeria, du Mali et du Burkina Faso vont évoluer en dessous de la moyenne à cause des crises sécuritaires et des tensions liées aux élections prochaines. Les flux sortants relatifs aux cultures de rente et aux animaux vont connaître les mêmes baisses d'intensité à cause des contraintes qui seront observées au Nigeria. Quant aux flux internes des zones de bonne production agricole de Maradi et Zinder, ils seront perturbés et vont desservir faiblement les marchés éloignés surtout ceux situés en zones de crises sécuritaires.

**Prix des produits agricoles :** Les niveaux de prix de céréales vont probablement maintenir leur tendance stable par rapport à la moyenne quinquennale et à l'année passée sur la plupart des marchés de février à mai 2020 mais avec des tendances en hausse qui seront occasionnées par les suppléments de demande des institutions. En juin-septembre 2020, suite à l'épuisement des stocks des producteurs locaux la demande va connaître des hausses et entraîner une évolution à la hausse des prix mais dans la norme saisonnière sauf sur les marchés situés en zones de crises sécuritaires. Les prix des produits de rente vont connaître une évolution à la baisse en raison des demandes à l'exportation qui seront faibles à cause de la fermeture de la frontière avec le Nigeria et des insécurités persistantes aux frontières.

**Marchés et prix du bétail :** Les présentations seront moyennes suite à une demande à l'exportation et locale pour l'embouche en prélude à la Tabaski en juillet/août 2020. À la faveur de cette relative amélioration de la demande et du taux du naira, les prix du bétail vont moyens de mars, avril et mai 2020 due une baisse de l'offre consécutive au départ en transhumance des éleveurs mais seront en baisse en juin-juillet avec la reprise de l'offre pour les achats de céréales en prélude à la remontée dans la zone pastorale.

**Les impacts de la dépréciation du naira et de la fermeture de la frontière du Nigeria :** La relative amélioration du naira par rapport au FCFA ne va pas soutenir significativement le transfert des denrées de base vers les marchés locaux du Niger au cours de la période de projection suite l'impact du conflit et de la fermeture de la frontière qui vont réduire l'exportation du bétail et des cultures de rente vers le Nigeria et entraîner une hausse des prix des produits importés au Niger.

**La situation sécuritaire et mouvement de populations :** Les incidents sécuritaires vont continuer et les mouvements inhabituels des animaux suite au déficit fourrager vont accroître les conflits intercommunautaires entre les éleveurs et agriculteurs au-dessus des tendances saisonnières dans les régions de Tillabéry, Diffa, Tahoua et Maradi. Cela va aussi amplifier les mouvements de populations dont le nombre de personnes concernées va largement dépasser la situation actuelle.

#### *Résultats les plus probables de la sécurité alimentaire*

De février à mai 2020, la situation alimentaire des ménages des zones agricoles et agropastorales sera dominée dans la majorité des zones de moyens d'existence sera Minimale (Phase 1 de l'IPC) en février et mars-avril 2020 à la faveur d'une disponibilité alimentaire et d'un accès aux aliments assurés par les stocks céréaliers résiduels et les produits horticoles qui sont des activités habituelles de moyens d'existence et qui vont permettre d'effectuer les dépenses non alimentaires habituelles.



Dans la zone pastorale, une insécurité alimentaire en Stress (Phase 2 de l'IPC) sera observée suite à des difficultés d'accès alimentaire chez les ménages pauvres dont le pouvoir d'achat va souffrir de la chute des productions fourragères et la baisse du bétail, principale source de revenu des populations.

Dans les régions soumises aux effets des conflits, la situation alimentaire restera en Stress (Phase 2 de l'IPC) dans la région de Diffa sauf dans les zones de moyens d'existence du poivron et de pêche et décrue ou elle sera en Stress ! (Phase 2 ! de l'IPC) grâce à l'assistance alimentaire humanitaire planifiée et en cours de mise en œuvre. La situation va rester en Crise (Phase 3 de l'IPC) dans la zone agropastorale de Tillabéry affectée par le conflit qui perturbent les moyens d'existence et provoque un déficit de consommation alimentaire chez les ménages déplacés et les ménages hôtes pauvres recevant la pression des déplacés sur leurs ressources alimentaires et ne reçoivent l'aide alimentaire à cause du conflit limitant leur accès aux acteurs humanitaires

Dans la partie Sud de la région de Maradi, ce sont les ménages hôtes ne représentant qu'environ 3% de la population des zones d'accueil des réfugiés nigériens, qui seront soumis à une insécurité alimentaire en Stress (Phase 2 de l'IPC) suite à un déficit de consommation consécutif au partage de la ration alimentaire. L'assistance alimentaire planifiée et en cours permet de couvrir les besoins alimentaires et de faire des dépenses non alimentaires.

Il est attendu une hausse des cas d'admissions de la malnutrition aiguë au niveau des centres de prise en charge en mars-septembre 2020 surtout dans les zones affectées par les conflits et les tensions intercommunautaires ou une prévalence élevée de la malnutrition aiguë globale pourrait être observées en raison des destructions des formations sanitaires combinées à la faible couverture sanitaire, aux déficits alimentaires et des problèmes d'eau, d'hygiène et assainissement en saison des pluies.

Entre juin à septembre, des proportions faibles de ménages pauvres localisés dans toutes les zones agricoles et agropastorales vont évoluer dans une insécurité alimentaire en Stress (Phase 2 de l'IPC) à cause de l'amenuisement des stocks, des effets des inondations sur les moyens d'existence qui vont réduire leur accès aux aliments dont les prix seront élevés.

Les ménages éleveurs vont évoluer en insécurité alimentaire Minimale (Phase 1 de l'IPC) en aout-septembre 2020 grâce à l'installation de la saison, l'amélioration de l'embonpoint et des termes de l'échange renforçant le pouvoir d'accès aux aliments pour couvrir les besoins alimentaires et faire face à toutes les dépenses essentielles.

L'insécurité alimentaire en Stress (Phase 2 de l'IPC) dans la majorité des zones de moyens d'existence de la région de Diffa mais dans les zones de moyens d'existence de culture de poivron et de pêche et culture de décrue ce niveau Stress ! (Phase 2! de l'IPC) ne sera maintenu que grâce à l'assistance alimentaire humanitaire prévue.

Dans la zone agropastorale de la région de Tillabéry, l'insécurité alimentaire de Crise (phase 3 IPC) va persister avec l'absence de stocks céréaliers propres et la perte de revenus pour accéder aux aliments. Les conditions sécuritaires ne vont permettre d'accéder aux assistances alimentaires pour réduire le déficit alimentaire auquel les ménages pauvres et déplacés feront face. Les ménages de la bande pastorale de cette région seront en situation d'insécurité alimentaire Stress (Phase 2 de l'IPC) suite aux pillages et vols dont ils sont victimes et qui ont détérioré leurs moyens d'existence mais les revenus des ventes plus que d'habitude d'animaux leur permettront d'accéder aux aliments nécessaires pour couvrir les besoins de consommation alimentaire.

*Événements possibles au cours des huit mois à venir qui pourraient changer le scénario le plus probable.*

Zone	Événements	Impact sur les conditions de la sécurité alimentaire
National	Augmentation des foyers de conflits et de l'insécurité aux frontières	La réduction significative des flux des produits de consommation, de rente et d'animaux, et la diminution de la migration et des transferts augmenteraient le nombre de personnes en Crise (Phase 3 de l'IPC) alimentaire.
	Déficit pluviométrique	Baisse de la production agricole et des disponibilités Baisse de la production fourragère avec impact sur les revenus des ménages éleveurs

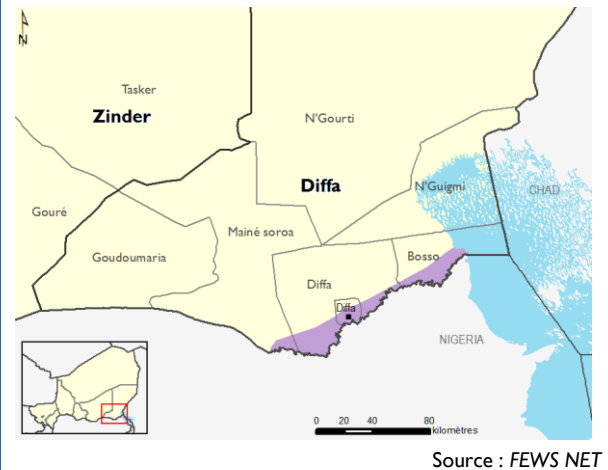
## ZONES DE PREOCCUPATION

### **La zone de cultures de poivrons de la Komadougou du département de Diffa**

#### *Situation actuelle*

La zone de moyens d'existence qui est la zone étudiée se caractérise par la production irriguée de poivron rouge, appelé « or rouge » du fait de sa haute valeur marchande, la production irriguée de riz et d'oignon et la culture pluviale de mil, sorgho et maïs. Le site occupe la rive nord du de la rivière appelée "Komadougou" qui s'étale sur environ 160 kilomètres matérialisant la frontière extrême sud-est avec le Nigeria et se jette finalement dans le lac Tchad. Les marchés nigériens transfrontaliers qui ajoutent surtout à la valeur du poivron, qu'ils vendent sécher, bien qu'il se vende aussi à l'ouest dans le reste du Niger. Dans cette zone on y pratique aussi la culture de décrue. Le riz est la deuxième culture irriguée suivi par l'oignon et il y a aussi un peu de maraîchage (tomate, choux, gombo, piment et autres légumes). La pêche est une activité saisonnière mineure.

**Figure 2:** Carte de référence, la zone de cultures de poivrons de la Komadougou du département de Diffa



**Dangers et vulnérabilités :** La situation sécuritaire reste préoccupante dans la zone occasionnant de perpétuels mouvements de populations.

- La persistance de l'insécurité civile liée aux incursions des Boko Haram et aux kidnappings avec demande de rançon continue de provoquer d'importants mouvements de populations dans le bassin du lac Tchad. On dénombre environ 259 00 personnes dont 109 500 déplacés internes, 119 500 réfugiés Nigériens et 30 000 retournés.
- Des inondations d'ampleur exceptionnelle ayant occasionné des pertes de moyens d'existence et des déplacements de populations.

Les inondations survenues en octobre/novembre 2019 a englouti les champs de producteurs, notamment pour la culture de riz, d'oignon et de poivron et a entraîné une perte de leur production agricole. La superficie inondée est évaluée à 6 299 hectares dont 2 230 ha pour le riz, 1 719 ha d'oignon et 2 349 ha pour la culture du poivron. Ainsi, les productions des principales cultures de la zone (poivron, riz et oignon) ont fortement baissé car estimée en moyenne par producteur à 3-5 sacs contre 80-100 sacs l'année passée.

En termes des personnes sinistrées, l'inondation a touché environ 25 000 personnes enregistrées par le service régional de la protection civile et qui sont en déplacements internes.

**La disponibilité alimentaire :** Le profile alimentaire de cette zone indique que dans une année typique, la production agricole contribue à 40% dans la satisfaction des besoins énergétiques des populations de la zone.

Selon les résultats prévisionnels publiés par la direction des statistiques de l'agriculture, la région de Diffa a enregistré une production nette en céréales estimée à 37 909 tonnes, alors que les besoins sont estimés à 151 636 tonnes. Ainsi, la disponibilité des aliments avec la production de mil et de riz est fortement réduit, sinon nul, à cause du faible niveau de la production agricole estimé suffisant pour seulement 25% des besoins soit 3 mois sur les 12 mois de l'année.

En revanche le ravitaillement est suffisant sur les marchés grâce aux importations des autres pays dont le Benin en plus du Nigeria. Le niveau d'approvisionnement est toutefois jugé inférieur à celui de l'année dernière et à la moyenne car il suit le rythme de la demande qui est faible grâce aux stocks de report et un ralentissement des flux avec le Nigeria consécutivement à la fermeture de la frontière et le conflit de Boko Haram. Les prix des produits sont stables par rapport à ceux de l'année passée et à la moyenne.

La situation pastorale n'est pas satisfaisante dans la région du fait de l'existence de plusieurs zones à pâturages nus observées dans la majeure partie de la zone pastorale et de l'invasion des sautériaux sur les pâturages disponibles. Aussi, l'accès aux pâturages disponibles demeure difficile dans les zones de repli de la Komadougou et du bassin du lac Tchad à cause de l'insécurité et des mesures sécuritaires.

**L'accès alimentaire :** Les achats et les aides alimentaires constituent les sources principales d'accès à l'alimentation pour les ménages. La disponibilité sur les marchés est acceptable et les prix d'achat du mil sont à des niveaux favorables par rapport à la moyenne des 5 dernières années mais le pouvoir d'achat des ménages est faible compte tenu de la baisse des revenus

de la vente de poivron et de l'oignon. La réduction de la production de poivron, suite aux inondations et l'insécurité entravant l'accès aux sites, a aussi engendré une forte réduction des paiements en nature de la main d'œuvre offerte par les ménages pauvres.

Les sources de revenus alternatives des ménages sont constituées principalement de la vente du charbon et bois de chauffe pour 43% des ménages et le travail journalier pour 48% des ménages selon les évaluations rapides conduites en janvier 2020. Toutefois, la forte concurrence entraîne une baisse des prix et donc des revenus gagnés dans les ventes, soit 1500 F CFA par fagot de bois contre 2000 à 3000 F CFA l'année passée.

Les aides humanitaires contribuent significativement à l'accès aux aliments des ménages vulnérables. Cette assistance estimée à 26 806 tonnes de vivres et plus de 5 milliards FCFA a permis un taux de couverture moyen de 90% des besoins.

Les aides humanitaires contribuent significativement à l'accès aux aliments des ménages vulnérables. Cette assistance estimée à 26 806 tonnes de vivres et plus de 5 milliards FCFA a permis un taux de couverture moyen de 90% des besoins.

**Situation nutritionnelle :** Les résultats de l'enquête nutritionnelle conduite en octobre 2019 indique une prévalence de la malnutrition aiguë globale de 10,9% contre 13,4% en 2018. S'agissant des cas de malnutrition, il a été enregistré 7 920 cas sévères et 11 086 cas modérés en 2019 contre respectivement 22 290 cas sévères et 38 791 cas modérés en 2018.

#### Résultats actuels de la sécurité alimentaire

Les ménages de zone de culture de poivron font face à une insécurité alimentaire en Stress ! (Phase 2! de l'IPC) suite à l'insécurité et aux inondations qui ont provoqué une baisse significative des productions agricoles de riz et de poivron qui sont normalement les sources majeures de nourriture et de revenus. Les récoltes de riz et de mil ont couvert seulement 2 à 3 mois de consommation, soit d'octobre à décembre 2019 et les eaux stagnantes des inondations combinées aux restrictions d'accès aux sites des cultures occasionnent des pertes énormes de moyens d'existence. Leur consommation alimentaire est assurée exclusivement par les assistances alimentaires humanitaires qu'ils continuent de recevoir.

#### Suppositions

Outre les hypothèses mentionnées ci-dessus, le scénario le plus probable de la sécurité alimentaire dans cette zone entre février et septembre 2020 se base sur les hypothèses suivantes :

**Disponibilité alimentaire :** La disponibilité va fortement diminuer à partir de mars/avril et s'épuiser en mai-juin-juillet-août suite aux effets des inondations sur la production de riz qui est une source importante de nourriture dans la zone.

Les bonnes disponibilités en eau seront favorables à une mise en valeur des potentialités existantes mais l'insécurité liée à Boko Haram va impacter négativement les superficies exploitables et les productions de contre saison seront inférieures à la moyenne.

**Les sources de revenus :** Les baisses importantes de la production de poivron suite à l'insécurité et aux inondations vont entraîner une baisse significative des revenus qui sont normalement constituées par les recettes tirées de la vente de ce produit. Les sources de revenus alternatives constituées par les ventes de bois et de paille génèrent moins de ressources à cause de la forte offre consécutive au nombre plus élevé de personnes exerçant l'activité.

**Les actions humanitaires :** Les interventions des forces armées contribueront à permettre l'accès humanitaire et la mise en œuvre des plans de réponse pour couvrir les besoins vulnérables de la zone.

#### Résultats les plus probables de la sécurité alimentaire

Une insécurité alimentaire de niveau Stress ! (Phase 2! De l'IPC) va perdurer dans la zone en février-mars-avril-mai et juin-juillet-août-septembre 2020. Les effets de l'insécurité civile combinées aux eaux des inondations vont réduire davantage les superficies en riz et poivron et vont provoquer une baisse supplémentaire de la production de riz et de poivron et faire baisser significativement les opportunités économiques de main d'œuvre. La production attendue en riz et poivron sera très faible et les ménages vont encore davantage compter sur les assistances alimentaires pour couvrir leurs besoins alimentaires. Le manque de production propre de riz et le faible pouvoir d'achat consécutif à la perte de revenus issus du poivron vont se traduire une mauvaise alimentation des ménages et une malnutrition des enfants de moins de 5 ans.

**Figure 3:** Assistance alimentaire de janvier à décembre 2019

Cible	Ménages atteints	Bénéficiaires	Assistance vivre (tonne)	Assistance Cash (CFA)	Taux de couverture
398,760	51,189	358,323	26,806	5,044,572,725	90%

Source : OCHA/Cluster Sécurité alimentaire de Diffa



Événements possibles au cours des huit mois à venir qui pourraient changer le scénario le plus probable.

Zone	Événements	Impact sur les conditions de la sécurité alimentaire
Zones affectées par les conflits	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Nouveau développement de la crise sécuritaire et augmentation substantielle du nombre de personnes déplacés et des besoins</li> <li>• Une planification de la réponse ne tenant pas en compte une éventuelle dégradation de la situation sécuritaire et l'accroissement des besoins</li> <li>• Baisse du volume de l'aide humanitaire et mauvaise distribution dans le temps</li> <li>• Une perturbation accrue du système des marchés au Niger et au Nigéria en termes de flux et d'approvisionnement des marchés locaux</li> <li>• Hausse significative des prix des produits de consommation</li> </ul>	Ces événements provoqueraient des difficultés accrues d'accès alimentaire et des moyens d'existences, ce qui conduirait à une situation alimentaire en Crise (Phase 3 de l'IPC) pour une proportion plus grande de la population.
	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Nouveaux cas d'inondations par une crue de la Komadougou</li> </ul>	Baisse de la production agricole de riz et de poivron  Hausse des prix des produits de consommation

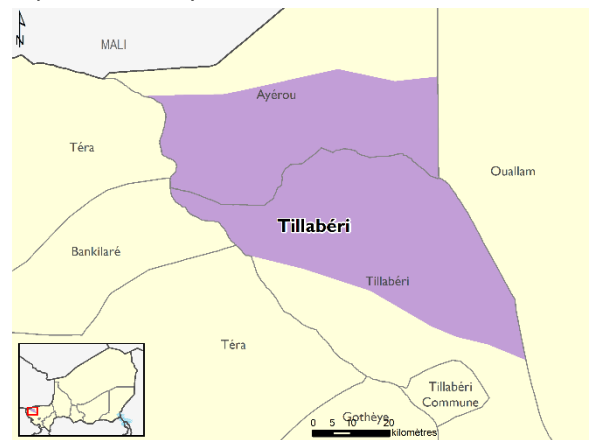
### La zone agropastorale du département de Ayorou

#### Situation actuelle

La zone de moyens d'existence se caractérise principalement par la pratique des activités agropastorales ainsi que d'autres activités génératrices de revenu. La plupart de la population s'adonne aux activités agricoles dont la production de céréales (mil, sorgho et riz) et de rente (niébé, sésame et riz). La production est essentiellement destinée à l'autoconsommation. Toutefois, des prélèvements sont aussi opérés pour les ventes sur les marchés pour la satisfaction de leurs besoins. Les cultures de rente (niébé, sésame) sont des produits principalement vendus sur les marchés et souvent localement pour accéder aux revenus monétaires.

Les activités d'élevage concernent aussi les achats d'animaux pour l'embouche et pour l'élevage. Les ventes sont importantes toute l'année dans la zone mais le pic est situé au moment de principales fêtes religieuses (Tabaski) et pendant la période dite de soudure (juin à août). De mars à septembre les prix des animaux sont bas puisque le pâturage se fait rare, c'est le départ des animaux transhumants, les ménages nantis et moyens sont obligés de vendre quelques têtes pour faire face non seulement aux travaux agricoles exercés par les pauvres mais aussi aux achats d'intrant. Il y aussi la production laitière avec des périodes de forte production d'août à septembre pour les bovins et d'octobre à février pour les caprins/et ou les ovins. L'exploitation forestière est aussi une activité des populations de cette zone agropastorale, elle est pratiquée pour la cueillette des feuilles et fruits destinés le plus à l'autoconsommation.

Figure 4. Carte de référence, la zone agropastorale du département de Ayorou



Source: FEWS NET

L'artisanat est pratiqué et se limite à la confection des objets locaux comme les nattes et les séckos.

D'autres activités existent aussi dans la zone, c'est le cas de :

- L'emploi agricole de la préparation des champs à la récolte en passant par les travaux d'hivernage et irrigation où les ménages défavorisés de la communauté sont employés dans les champs des autres.
- Les emplois non agricoles (fabrication de briques, construction etc.)
- L'exode opéré juste après la récolte de mi-décembre à mi-mai (3 à 6 mois).

**Dangers et vulnérabilités :** La population de la région de Tillabéri frontalière avec le Mali fait face depuis 2017 aux conséquences des conflits armés croissants entre groupes armés et conflits intercommunautaires au Nord Mali avec des déplacements continus de populations estimées à 40 pourcent. A la date 21 janvier 2020, les déplacements concernent plus de 5 500 personnes qui

ont fui leurs localités, en raison de la recrudescence des attaques. Il s'agit de plus de 120 ménages, soit presque 500 personnes composées en majorité de femmes et d'enfants qui ont été installées dans l'enceinte de la Maison des Jeunes et de la Culture (MJC) de cette localité. De nombreuses autres personnes déplacées internes estimées à 2 300 personnes (360 ménages) se sont, quant à elles, installées à Banibangou, une zone d'accès difficile pour les acteurs humanitaires à cause de l'insécurité et de l'imposition de escortes militaires toujours en vigueur dans cette partie de la région. Aussi, 2 500 personnes (404 ménages) se sont installées à Ayérou et à Tisghel, et 270 autres personnes (30 ménages) se sont installées à Abala. Les personnes déplacées qui proviennent de la localité de Nzouet sont dans un déplacement secondaire. Les témoignages recueillis mentionnent que des populations civiles craignant pour leur vie, après un ultimatum de la part des groupes armés. Elles sont cibles d'attaques, d'enlèvements ou d'assassinats, tandis que leurs biens sont appropriés par ces groupes. Dans leur fuite, réfugiés et déplacés n'ont pu prendre que ce qu'ils portaient sur eux, laissant derrière eux leurs maisons et leurs biens. Ainsi, les localités frontalières de certaines communes de ces départements deviennent de plus en plus des zones de non droit où les Groupes Armés non Etatiques (GANE) circulent librement et imposent leur volonté. Il s'agit tout d'abord du prélèvement des taxes (dime), sur les bétails, biens matériels et exactions, et ensuite des incendies volontaires dans les villages à écoles, pillent leurs ressources et leurs imposent le paiement de certaines redevances soi-disant des taxes.

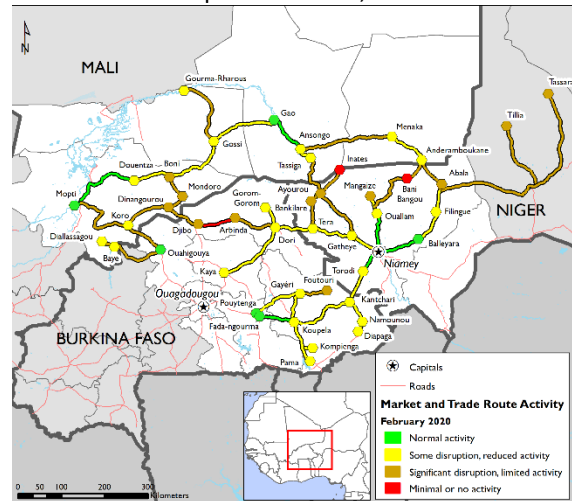
Les mesures de sécurité mise en place suite à l'instauration de l'état d'urgence décrété en juin 2016 dans la région n'ont pas montré leur efficacité. C'est pour cette raison que des mesures supplémentaires ont été ajoutées, c'est-à-dire l'imposition d'escortes militaires visant les missions humanitaires et de l'interdiction de circuler à moto dans tous les départements de la région, excepté Kollo. Ce qui rendra l'accès très difficile aux populations notamment dans le besoin. En somme le climat d'insécurité, freinent sérieusement la mise en œuvre de la réponse même si elle est planifiée et budgétisée.

**Les sources de nourriture :** L'accès à l'alimentation et aux moyens de subsistances sont parmi les principales préoccupations de ces déplacés. Ce qui entraîne un perpétuel mouvement des camps primaires vers des centres secondaires et tertiaires à la recherche de moyen de subsistance ou pour des raisons de sécurité. Les données collectées lors de l'évaluation rapide de la sécurité alimentaire par FEWS NET en janvier 2020, montrent que les catégories des ménages concernés font recours déjà à des stratégies de stress. Leurs principales stratégies de survie sont : la solidarité locale (don provenant de la communauté hôte), le travail journalier agricole en nature ou en espèce, la vente du bois et de la paille sur le marché local. Un déficit de 5 030 ménages a été enregistré suite aux distributions de la période de soudure sur un total de 10 213 ménages PDI de toute la région de Tillabéri, en fin septembre 2019

La mise en œuvre opérationnelle des interventions humanitaires est principalement influencée par :

- La persistance de la menace sur les populations par les groupes armés ;
- Les attaques ciblées contre les commerçants, les chefs coutumiers et le versement de " zakat " ou dime légale par les grands éleveurs, faute de quoi leurs bétails seront emportés ;
- Les prises d'otage, la prolifération d'armes illicites et d'engins explosifs dans la zone ;
- La capacité financière très réduite pour les communes afin d'appuyer la population en difficulté ;
- Les difficultés d'accès et à fournir une assistance d'urgence à l'ensemble des déplacés.

**Figure 5.** Carte de fonctionnement des marchés dans la zone du Liptako Gourma, février 2020



Source: FEWS NET

**Les sources de revenus :** Les activités génératrices de revenus sont faiblement pratiquées en raison des attaques et des menaces d'attaques dans la zone. Dans la plupart des cas, les ménages déplacés sont composés en majorité de femmes et d'enfants donc d'actifs peu productifs. A cela s'ajoute une augmentation croissante de la pauvreté liée à la fermeture de certains marchés, l'interdiction de circuler à moto et un ralentissement voire même l'arrêt des activités commerciales. Les sources de revenus s'amenuisent aussi du fait des actes récurrents de pillages, prélèvement de taxe, surtout le vol de bétail qui réduisent les moyens de subsistance des populations notamment des éleveurs. Les données collectées lors de l'évaluation rapide de la situation alimentaire en janvier 2020 par FEWS NET montrent que les ménages ciblés développent des stratégies de stress actuellement.

**Situation nutritionnelle :** Les résultats provisoires de l'enquête SMART de septembre 2019 donnent une MAG de 8,4%. En décembre 2019, la situation de la malnutrition des enfants de moins de 5 ans au niveau de la région est de 5 562 cas contre 6 662 cas en décembre 2018 soit une diminution de 17%. Par contre, au niveau du département, elle est de 9 59 cas contre 317 cas en décembre 2018 soit une augmentation de 203%. Par ailleurs, la situation des maladies à déclaration obligatoire comme la rougeole, la méningite et le choléra demeure relativement calme dans toute la région.

#### *Résultats actuels de la sécurité alimentaire*

Les ménages vulnérables constituées par les personnes déplacées et les ménages hôtes sont en insécurité alimentaire de Crise (Phase 3 de l'IPC) à cause d'une perte des productions agricoles suite à l'abandon des champs par les personnes déplacées suite aux incidents sécuritaires et elles sont venues s'installer dans des familles d'accueil avec de faibles disponibilités épuisées avec le partage des rations alimentaires. Pour faire face aux dépenses alimentaires, les familles hôtes vendent massivement leurs moyens d'existence constituées par les petits ruminants et les matériels agricoles. Malgré les ventes massives des avoirs et suite aux revenus inférieurs par rapport aux besoins de consommation en hausse suite à l'arrivée des déplacés, les ménages ont des consommations alimentaires ne couvrant les besoins énergétiques. Les incidents sécuritaires et les mesures sécuritaires limitent significativement les activités de moyens d'existence des personnes et l'accès humanitaire.

#### *Suppositions*

Outre les hypothèses mentionnées ci-dessus, le scénario le plus probable de la sécurité alimentaire entre février et septembre 2020 dans cette zone se base sur les hypothèses suivantes :

**Disponibilité alimentaire :** Les problèmes d'accès aux terres de culture ont entraîné une baisse importante de la production agricole et les stocks des producteurs sont faibles et ne vont pas dépasser la période de février/mars 2020. Les cultures horticoles sont en cours mais l'état d'urgence en vigueur va davantage occasionner la réduction des superficies et des productions. Malgré une installation normale attendue de la campagne agricole, les mesures sécuritaires vont entraver l'accès aux terres et donc une autre diminution de la production agricole est attendue.

**Les sources de revenus :** L'interdiction de l'utilisation des motos jadis utilisées comme moyens de transport payant combinée à la baisse de la production des cultures de rente et horticoles et la forte concurrence sur les activités d'appoint comme la vente de bois et de paille vont se traduire par une baisse significative des revenus et du pouvoir d'achat des ménages.

**La situation sécuritaire et mouvement de populations :** Les incidents sécuritaires vont se multiplier et vont engendrer une augmentation du nombre de personnes déplacées internes.

**Les actions humanitaires :** Les mesures sécuritaires et les attaques ciblant souvent les acteurs humanitaires vont restreindre l'accès aux populations affectées par les crises sécuritaires et donc les interventions vont faiblement bénéficier aux populations dans le besoin.

#### *Résultats les plus probables de la sécurité alimentaire*

L'insécurité alimentaire va persister en Crise (Phase 3 de l'IPC) entre mars-avril-mai et juin-juillet-aout- septembre chez les ménages résidents pauvres et les personnes déplacées. L'insécurité civile va empêcher l'accès aux champs de culture de mil et de sorgho et les stocks issus des récoltes seront épuisés. Les marchés seront faiblement approvisionnés et les niveaux des prix élevés vont réduire l'accès et les achats de produits de consommation. Les mesures sécuritaires et les attaques terroristes ne vont pas permettre l'accès à la zone et aux populations pour l'assistance alimentaire.

L'accès limité aux aliments de base couplés aux restrictions d'accès aux centres de santé vont continuer de dégrader la situation nutritionnelle des enfants.

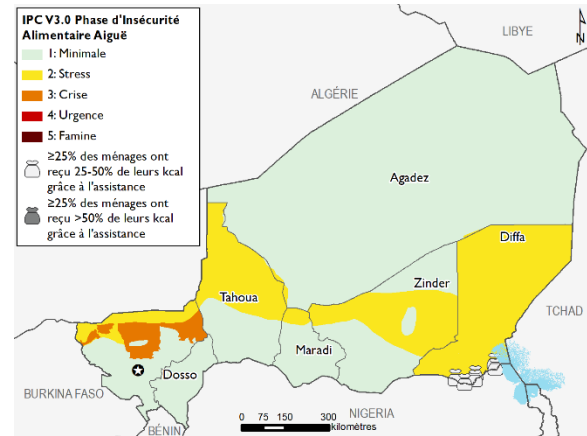
*Événements possibles au cours des huit mois à venir qui pourraient changer le scénario le plus probable.*

Zone	Evénements	Impact sur les conditions de la sécurité alimentaire
Zones affectées par les conflits	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Une recrudescence des attaques et forte augmentation du nombre de personnes déplacés et des besoins ;</li> <li>• Une perturbation significative des circuits traditionnels des flux commerciaux notamment d'approvisionnement des marchés locaux ;</li> <li>• La hausse considérable des prix des produits de consommation ;</li> <li>• Des transferts d'argent moins importants que prévus ;</li> <li>• L'interdiction de la vente de bois.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Ces événements provoqueraient l'augmentation du nombre de personnes déplacés et des besoins, des difficultés accrues d'accès alimentaire et des moyens d'existences augmentant les déficits de consommation qui concerneraient une plus grande proportion de ménages et pendant une plus longue période, soit une amplification de l'insécurité alimentaire en Crise (Phase 3 de l'IPC).</li> </ul>

**RÉSULTATS LES PLUS PROBABLES EN MATIÈRE DE SÉCURITÉ ALIMENTAIRE ET ZONES BÉNÉFICIAIRES DE NIVEAUX SIGNIFICATIFS D'AIDE HUMANITAIRE\***

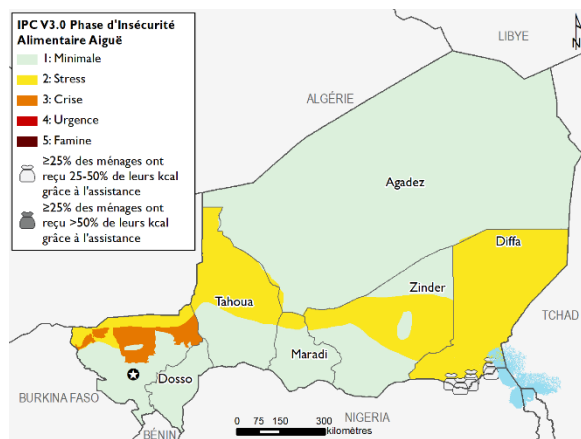
Chacune de ces cartes est conforme aux protocoles de cartographie de l'aide alimentaire humanitaire de la version 3.0 de l'IPC et signale les endroits où des niveaux significatifs d'aide humanitaire sont/devraient être fournis. Le symbole ☺ indique qu'au moins 25 % des ménages ont reçu en moyenne 25–50 % de leurs besoins caloriques à travers de l'aide alimentaire. Le symbole ☹ indique qu'au moins 25 % des ménages ont reçu en moyenne plus de 50 % de leurs besoins caloriques à travers de l'aide alimentaire. Ce protocole de cartographie se distingue du protocole (!) utilisé en tête du rapport. L'emploi du symbole (!) indique les zones susceptibles d'être rétrogradées d'au moins un échelon en l'absence d'aide humanitaire en cours ou programmée.

Actuel, février 2020



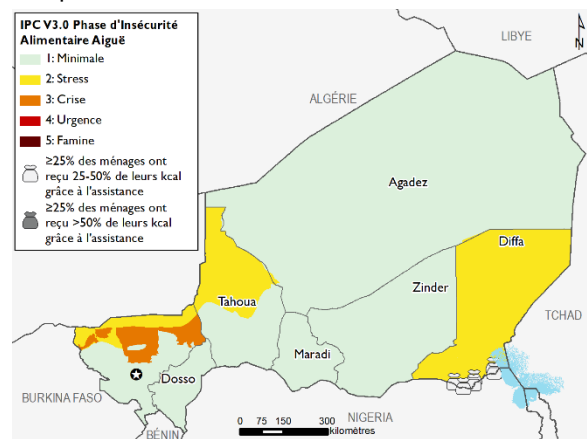
Source : FEWS NET

Résultats estimés les plus probables de la sécurité alimentaire, février à mai 2020



Source : FEWS NET

Résultats estimés les plus probables de la sécurité alimentaire, juin à septembre 2020



Source : FEWS NET

La manière de classification que FEWS NET utilise est compatible avec. Une analyse qui est compatible avec l'IPC suit les principaux protocoles de l'IPC mais ne reflète pas nécessairement le consensus des partenaires nationaux en matière de sécurité alimentaire.

**A PROPOS DE L'ÉLABORATION DE SCENARIOS**

Afin d'estimer les résultats de la sécurité alimentaire pour les prochains huit mois, FEWS NET développe les suppositions de base concernant les événements possible, leurs effets, et les réponses probables des divers acteurs. FEWS NET fait ses analyses basées sur ces suppositions dans le contexte des conditions actuelles et les moyens d'existence locaux pour développer des scénarios estimant les résultats de la sécurité alimentaire. D'habitude, FEWS NET prévient du scénario le plus probable. Pour en savoir plus [cliquez ici](#).



